86 (1970) Nr. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1979 Nr. 38

A. TITEL

Verdrag inzake de verkrijging van bewijs in het buitenland in burgerlijke en in handelszaken; 's-Gravenhage, 18 maart 1970

B. TEKST

Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant faciliter la transmission et l'exécution des commissions rogatoires et promouvoir le rapprochement des diverses méthodes qu'ils utilisent à ces fins,

Soucieux d'accroître l'efficacité de la coopération judiciaire mutuelle en matière ou commerciale,

Ont résolu de conclure une Convention à ces effets et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I

COMMISSIONS ROGATOIRES

Article premier

En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un Etat contractant peut, conformément aux dispositions de sa législation, demander par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre Etat contractant de faire tout acte d'instruction, ainsi que d'autres actes judiciaires.

Un acte d'instruction ne peut pas être demandé pour permettre aux parties d'obtenir des moyens de preuves qui ne soient pas destinés à être utilisés dans une procédure engagée ou future.

L'expression «autres actes judiciaires» ne vise ni la signification ou la notification d'actes judiciaires, ni les mesures conservatoires ou d'exécution.

Article 2

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale qui assume la charge de recevoir les commissions rogatoires émanant d'une autorité judiciaire d'un autre Etat contractant et de les transmettre à l'autorité compétente aux fins d'exécution. L'Autorité centrale est organisée selon les modalités prévues par l'Etat requis.

Les commissions rogatoires sont transmises à l'Autorité centrale de l'Etat requis sans intervention d'une autre autorité de cet Etat.

Article 3

La commission rogatoire contient les indications suivantes:

Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters

The States signatory to the present Convention,

Desiring to facilitate the transmission and execution of Letters of Request and to further the accommodation of the different methods which they use for this purpose,

Desiring to improve mutual judicial co-operation in civil or commercial matters,

Have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed upon the following provisions –

CHAPTER I

LETTERS OF REQUEST

Article 1

In civil or commercial matters a judicial authority of a Contracting State may, in accordance with the provisions of the law of that State, request the competent authority of another Contracting State, by means of a Letter of Request, to obtain evidence, or to perform some other judicial act.

A Letter shall not be used to obtain evidence which is not intended for use in judicial proceedings, commenced or contemplated.

The expression 'other judicial act' does not cover the service of judicial documents or the issuance of any process by which judgments or orders are executed or enforced, or orders for provisional or protective measures.

Article 2

A Contracting State shall designate a Central Authority which will undertake to receive Letters of Request coming from a judicial authority of another Contracting State and to transmit them to the authority competent to execute them. Each State shall organize the Central Authority in accordance with its own law.

Letters shall be sent to the Central Authority of the State of execution without being transsmitted through any other authority of that State.

Article 3

A Letter of Request shall specify –

a) l'autorité requérante et, si possible, l'autorité requise;

b) l'identité et l'adresse des parties et, le cas échéant, de leurs représentants;

c) la nature et l'objet de l'instance et un exposé sommaire des faits;

d) les actes d'instruction ou autres actes judiciaires à accomplir.

Le cas échéant, la commission rogatoire contient en outre:

e) les nom et adresse des personnes à entendre;

f) les questions à poser aux personnes à entendre ou les faits sur lesquels elles doivent être entendues;

g) les documents ou autres objets à examiner;

h) la demande de recevoir la déposition sous serment ou avec affirmation et, le cas échéant, l'indication de la formule à utiliser;

i) les formes spéciales dont l'application est demandée conformément à l'article 9.

La commission rogatoire mentionne aussi, s'il y a lieu, les renseignements nécessaires à l'application de l'article 11.

Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

Article 4

La commission rogatoire doit être rédigée dans la langue de l'autorité requise ou accompagnée d'une traduction faite dans cette langue.

Toutefois, chaque Etat contractant doit accepter la commission rogatoire rédigée en langue française ou anglaise, ou accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues, à moins qu'il ne s'y soit opposé en faisant la réserve prévue à l'article 33.

Tout Etat contractant qui a plusieurs langues officielles et ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter les commissions rogatoires dans l'une de ces langues pour l'ensemble de son territoire, doit faire connaître, au moyen d'une déclaration, la langue dans laquelle la commission rogatoire doit être rédigée ou traduite en vue de son exécution dans les parties de son territoire qu'il a déterminées. En cas d'inobservation sans justes motifs de l'obligation découlant de cette déclaration, les frais de la traduction dans la langue exigée sont à la charge de l'Etat requérant.

Tout Etat contractant peut, au moyen d'une déclaration, faire connaître la ou les langues autres que celles prévues aux alinéas précédents dans lesquelles la commission rogatoire peut être adressée à son Autorité centrale.

(a) the authority requesting its execution and the authority requested to execute it, if known to the requesting authority;

(b) the names and addresses of the parties to the proceedings and their representatives, if any;

(c) the nature of the proceedings for which the evidence is required, giving all necessary information in regard thereto;

(d) the evidence to be obtained or other judicial act to be performed.

Where appropriate, the Letter shall specify, inter alia –

(e) the names and addresses of the persons to be examined;

(f) the questions to be put to the persons to be examined or a statement of the subject-matter about which they are to be examined;

(g) the documents or other property, real or personal, to be inspected;

(h) any requirement that the evidence is to be given on oath or affirmation, and any special form to be used;

(i) any special method or procedure to be followed under Article 9.

A Letter may also mention any information necessary for the application of Article 11.

No legalization or other like formality may be required.

Article 4

A Letter of Request shall be in the language of the authority requested to execute it or be accompanied by a translation into that language.

Nevertheless, a Contracting State shall accept a Letter in either English or French, or a translation into one of these languages, unless it has made the reservation authorized by Article 33.

A Contracting State which has more than one official language and cannot, for reasons of internal law, accept Letters in one of these languages for the whole of its territory, shall, by declaration, specify the language in which the Letter or translation thereof shall be expressed for execution in the specified parts of its territory. In case of failure to comply with this declaration, without justifiable excuse, the costs of translation into the required language shall be borne by the State of origin.

A Contracting State may, by declaration, specify the language or languages other than those referred to in the preceding paragraphs, in which a Letter may be sent to its Central Authority.

Toute traduction annexée à une commission rogatoire doit être certifiée conforme, soit par un agent diplomatique ou consulaire, soit par un traducteur assermenté ou juré, soit par toute autre personne autorisée à cet effet dans l'un des deux Etats.

Article 5

Si l'Autorité centrale estime que les dispositions de la Convention n'ont pas été respectées, elle en informe immédiatement l'autorité de l'Etat requérant qui lui a transmis la commission rogatoire, en précisant les griefs articulés à l'encontre de la demande.

Article 6

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire est transmise d'office et sans retard à l'autorité judiciaire compétente du même Etat suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Article 7

L'autorité requérante est, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que les parties intéressées et, le cas échéant, leurs représentants puissent y assister. Cette communication est adressée directement auxdites parties ou à leurs représentants, lorsque l'autorité requérante en a fait la demande.

Article 8

Tout Etat contractant peut déclarer que des magistrats de l'autorité requérante d'un autre Etat contractant peuvent assister à l'exécution d'une commission rogatoire. Cette mesure peut être soumise à l'autorisation préalable de l'autorité compétente désignée par l'Etat déclarant.

Article 9

L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire, applique les lois de son pays en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il est déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, à moins que celle-ci ne soit incompatible avec la loi de l'Etat requis, ou que son application ne soit pas possible, soit en raison des usages judiciaires de l'Etat requis, soit de difficultés pratiques.

La commission rogatoire doit être exécutée d'urgence.

Any translation accompanying a Letter shall be certified as correct, either by a diplomatic officer or consular agent or by a sworn translator or by any other person so authorized in either State.

Article 5

If the Central Authority considers that the request does not comply with the provisions of the present Convention, it shall promptly inform the authority of the State of origin which transmitted the Letter of Request, specifying the objections to the Letter.

Article 6

If the authority to whom a Letter of Request has been transmitted is not competent to execute it, the Letter shall be sent forthwith to the authority in the same State which is competent to execute it in accordance with the provisions of its own law.

Article 7

The requesting authority shall, if it so desires, be informed of the time when, and the place where, the proceedings will take place, in order that the parties concerned, and their representatives, if any, may be present. This information shall be sent directly to the parties or their representatives when the authority of the State of origin so requests.

Article 8

A Contracting State may declare that members of the judicial personnel of the requesting authority of another Contracting State may be present at the execution of a Letter of Request. Prior authorization by the competent authority designated by the declaring State may be required.

Article 9

The judicial authority which executes a Letter of Request shall apply its own law as to the methods and procedures to be followed.

However, it will follow a request of the requesting authority that a special method or procedure be followed, unless this is incompatible with the internal law of the State of execution or is impossible of performance by reason of its internal practice and procedure or by reason of practical difficulties.

A Letter of Request shall be executed expeditiously.

Article 10

En exécutant la commission rogatoire, l'autorité requise applique les moyens de contrainte appropriés et prévus par sa loi interne dans les cas et dans la même mesure où elle y serait obligée pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formulée à cet effet par une partie intéressée.

Article 11

La commission rogatoire n'est pas exécutée pour autant que la personne qu'elle vise invoque une dispense ou une interdiction de déposer, établies:

a) soit par la loi de l'Etat requis;

b) soit par la loi de l'Etat requérant et spécifiées dans la commission rogatoire ou, le cas échéant, attestées par l'autorité requérante à la demande de l'autorité requise.

En outre, tout Etat contractant peut déclarer qu'il reconnaît de telles dispenses et interdictions établies par la loi d'autres Etats que l'Etat requérant et l'Etat requis, dans la mesure spécifiée dans cette déclaration.

Article 12

L'exécution de la commission rogatoire ne peut être refusée que dans la mesure où:

a) l'exécution, dans l'Etat requis, ne rente pas dans les attributions du pouvoir judiciaire; ou

b) l'Etat requis la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

L'exécution ne peut être refusée pour le seul motif que la loi de l'Etat requis revendique une compétence judiciaire exclusive dans l'affaire en cause ou ne connaît pas de voies de droit répondant à l'objet de la demande portée devant l'autorité requérante.

Article 13

Les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire sont transmises par l'autorité requise à l'autorité requérante par la même voie que celle utilisée par cette dernière.

Lorsque la commission rogatoire n'est pas exécutée en tout ou en partie, l'autorité requérante en est informée immédiatement par la même voie et les raisons lui en sont communiquées.

Article 10

In executing a Letter of Request the requested authority shall apply the appropriate measures of compulsion in the instances and to the same extent as are provided by its internal law for the execution of orders issued by the authorities of its own country or of requests made by parties in internal proceedings.

Article 11

In the execution of a Letter of Request the person concerned may refuse to give evidence in so far as he has a privilege or duty to refuse to give the evidence –

(a) under the law of the State of execution; or

(b) under the law of the State of origin, and the privilege or duty has been specified in the Letter, or, at the instance of the requested authority, has been otherwise confirmed to that authority by the requesting authority.

A Contracting State may declare that, in addition, it will respect privileges and duties existing under the law of States other than the State of origin and the State of execution, to the extent specified in that declaration.

Article 12

The execution of a Letter of Request may be refused only to the extent that –

(a) in the State of execution the execution of the Letter does not fall within the functions of the judiciary; or

(b) the State addressed considers that its sovereignty or security would be prejudiced thereby.

Execution may not be refused solely on the ground that under its internal law the State of execution claims exclusive jurisdiction over the subject-matter of the action or that its internal law would not admit a right of action on it.

Article 13

The documents establishing the execution of the Letter of Request shall be sent by the requested authority to the requesting authority by the same channel which was used by the latter.

In every instance where the Letter is not executed in whole or in part, the requesting authority shall be informed immediately through the same channel and advised of the reasons.

Article 14

L'exécution de la commission rogatoire ne peut donner lieu au remboursement de taxes ou de frais, de quelque nature que ce soit.

Toutefois, l'Etat requis a le droit d'exiger de l'Etat requérant le remboursement des indemnités payées aux experts et interprètes et des frais résultant de l'application d'une forme spéciale demandée par l'Etat requérant, conformément à l'article 9, alinéa 2.

L'autorité requise, dont la loi laisse aux parties le soin de réunir les preuves et qui n'est pas en mesure d'exécuter elle-même la commission rogatoire, peut en charger une personne habilitée à cet effet, après avoir obtenu le consentement de l'autorité requérante. En demandant celui-ci, l'autorité requise indique le montant approximatif des frais qui résulteraient de cette intervention. Le consentement implique pour l'autorité requérante l'obligation de rembourser ces frais. A défaut de celui-ci, l'autorité requérante n'est pas redevable de ces frais.

CHAPITRE II

OBTENTION DES PREUVES PAR DES AGENTS DIPLOMATIQUES OU CONSULAIRES ET PAR DES COMMISSAIRES

Article 15

En matière civile ou commerciale, un agent diplomatique ou consulaire d'un Etat contractant peut procéder, sans contrainte, sur le territoire d'un autre Etat contractant et dans la circonscription où il exerce ses fonctions, à tout acte d'instruction ne visant que les ressortissants d'un Etat qu'il représente et concernant une procédure engagée devant un tribunal dudit Etat.

Tout Etat contractant a la faculté de déclarer que cet acte ne peut être effectué que moyennant l'autorisation accordée sur demande faite par cet agent ou en son nom par l'autorité compétente désignée par l'Etat déclarant.

Article 16

Un agent diplomatique ou consulaire d'un Etat contractant peut en outre procéder, sans contrainte, sur le territoire d'un autre Etat contractant et dans la circonscription où il exerce ses fonctions, à tout acte d'instruction visant les ressortissants de l'Etat de résidence ou d'un Etat tiers, et concernant une procédure engagée devant un tribunal d'un Etat qu'il représente:

a) si une autorité compétente désignée par l'Etat de résidence a

Article 14

The execution of the Letter of Request shall not give rise to any reimbursement of taxes or costs of any nature.

Nevertheless, the State of execution has the right to require the State of origin to reimburse the fees paid to experts and interpreters and the costs occasioned by the use of a special procedure requested by the State of origin under Article 9, paragraph 2.

The requested authority whose law obliges the parties themselves to secure evidence, and which is not able itself to execute the Letter, may, after having obtained the consent of the requesting authority, appoint a suitable person to do so. When seeking this consent the requested authority shall indicate the approximate costs which would result from this procedure. If the requesting authority gives its consent it shall reimburse any costs incurred; without such consent the requesting authority shall not be liable for the costs.

CHAPTER II

TAKING OF EVIDENCE BY DIPLOMATIC OFFICERS, CONSULAR AGENTS AND COMMISSIONERS

Article 15

In a civil or commercial matter, a diplomatic officer or consular agent of a Contracting State may, in the territory of another Contracting State and within the area where he exercises his functions, take the evidence without compulsion of nationals of a State which he represents in aid of proceedings commenced in the courts of a State which he represents.

A Contracting State may declare that evidence may be taken by a diplomatic officer or consular agent only if permission to that effect is given upon application made by him or on his behalf to the appropriate authority designated by the declaring State.

Article 16

A diplomatic officer or consular agent of a Contracting State may, in the territory of another Contracting State and within the area where he exercises his functions, also take the evidence, without compulsion, of nationals of the State in which he exercises his functions or of a third State, in aid of proceedings commenced in the courts of a State which he represents, if –

(a) a competent authority designated by the State in which

donné son autorisation, soit d'une manière générale, soit pour chaque cas particulier, et

b) s'il respecte les conditions que l'autorité compétente a fixées dans l'autorisation.

Tout Etat contractant peut déclarer que les actes d'instruction prévus ci-dessus peuvent être accomplis sans son autorisation préalable.

Article 17

En matière civile ou commerciale, toute personne régulièrement désignée à cet effet comme commissaire, peut procéder, sans contrainte, sur le territoire d'un Etat contractant à tout acte d'instruction concernant une procédure engagée devant un tribunal d'un autre Etat contractant:

a) si une autorité compétente désignée par l'Etat de l'exécution a donné son autorisation, soit d'une manière générale, soit pour chaque cas particulier; et

b) si elle respecte les conditions que l'autorité compétente a fixées dans l'autorisation.

Tout Etat contractant peut déclarer que les actes d'instruction prévus ci-dessus peuvent être accomplis sans son autorisation préalable.

Article 18

Tout Etat contractant peut déclarer qu'un agent diplomatique ou consulaire ou un commissaire, autorisé à procéder à un acte d'instruction conformément aux articles 15, 16 et 17, a la faculté de s'adresser à l'autorité compétente désignée par ledit Etat, pour obtenir l'assistance nécessaire à l'accomplissement de cet acte par voie de contrainte. La déclaration peut comporter toute condition que l'Etat déclarant juge convenable d'imposer.

Lorsque l'autorité compétente fait droit à la requête, elle applique les moyens de contrainte appropriés et prévus par sa loi interne.

Article 19

L'autorité compétente, en donnant l'autorisation prévue aux articles 15, 16 et 17 ou dans l'ordonnance prévue à l'article 18, peut déterminer les conditions qu'elle juge convenables, relatives notamment aux heure, date et lieu de l'acte d'instruction. Elle peut de même demander que ces heure, date et lieu lui soient notifiés au préalable et en temps utile; en ce cas, un représentant de ladite autorité peut être présent à l'acte d'instruction.

he exercises his functions has given its permission either generally or in the particular case, and

(b) he complies with the conditions which the competent authority has specified in the permission.

A Contracting State may declare that evidence may be taken under this Article without its prior permission.

Article 17

In a civil or commercial matter, a person duly appointed as a commissioner for the purpose may, without compulsion, take evidence in the territory of a Contracting State in aid of proceedings commenced in the courts of another Contracting State if –

(a) a competent authority designated by the State where the evidence is to be taken has given its permission either generally or in the particular case; and

(b) he complies with the conditions which the competent authority has specified in the permission.

A Contracting State may declare that evidence may be taken under this Article without its prior permission.

Article 18

A Contracting State may declare that a diplomatic officer, consular agent or commissioner authorized to take evidence under Articles 15, 16 or 17, may apply to the competent authority designated by the declaring State for appropriate assistance to obtain the evidence by compulsion. The declaration may contain such conditions as the declaring State may see fit to impose.

If the authority grants the application it shall apply any measures of compulsion which are appropriate and are prescribed by its law for use in internal proceedings.

Article 19

The competent authority, in giving the permission referred to in Article 15, 16 or 17, or in granting the application referred to in Article 18, may lay down such conditions as it deems fit, *inter alia,* as to the time and place of the taking of the evidence. Similarly it may require that it be given reasonable advance notice of the time, date and place of the taking of the evidence; in such a case a representative of the authority shall be entitled to be present at the taking of the evidence.

Article 20

Les personnes visées par un acte d'instruction prévu dans ce chapitre peuvent se faire assister par leur conseil.

Article 21

Lorsqu'un agent diplomatique ou consulaire ou un commissaire est autorisé à procéder à un acte d'instruction en vertu des articles 15, 16 et 17:

a) il peut procéder à tout acte d'instruction qui n'est pas incompatible avec la loi de l'Etat de l'exécution ou contraire à l'autorisation accordée en vertu desdits articles et recevoir, dans les mêmes conditions, une déposition sous serment ou avec affirmation;

b) à moins que la personne visée par l'acte d'instruction ne soit ressortissante de l'Etat dans lequel la procédure est engagée, toute convocation à comparaître ou à participer à un acte d'instruction est rédigée dans la langue du lieu où l'acte d'instruction doit être accompli, ou accompagnée d'une traduction dans cette langue;

c) la convocation indique que la personne peut être assistée de son conseil, et, dans tout Etat qui n'a pas fait la déclaration prévue à l'article 18, qu'elle n'est pas tenue de comparaître ni de participer à l'acte d'instruction;

d) l'acte d'instruction peut être accompli suivant les formes prévues par la loi du tribunal devant lequel la procédure est engagée, à condition qu'elles ne soient pas interdites par la loi de l'Etat de l'exécution;

e) la personne visée par l'acte d'instruction peut invoquer les dispenses et interdictions prévues à l'article 11.

Article 22

Le fait qu'un acte d'instruction n'ait pu être accompli conformément aux dispositions du présent chapitre en raison du refus d'une personne d'y participer, n'empêche pas qu'une commission rogatoire soit adressée ultérieurement pour le même acte, conformément aux dispositions du chapitre premier.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 23

Tout Etat contractant peut, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer qu'il n'exécute pas les com-

Article 20

In the taking of evidence under any Article of this Chapter persons concerned may be legally represented.

Article 21

Where a diplomatic officer, consular agent or commissioner is authorized under Articles 15, 16 or 17 to take evidence –

(a) he may take all kinds of evidence which are not incompatible with the law of the State where the evidence is taken or contrary to any permission granted pursuant to the above Articles, and shall have power within such limits to administer an oath or take an affirmation;

(b) a request to a person to appear or to give evidence shall, unless the recipient is a national of the State where the action is pending, be drawn up in the language of the place where the evidence is taken or be accompanied by a translation into such language;

(c) the request shall inform the person that he may be legally represented and, in any State that has not filed a declaration under Article 18, shall also inform him that he is not compelled to appear or to give evidence;

(d) the evidence may be taken in the manner provided by the law applicable to the court in which the action is pending provided that such manner is not forbidden by the law of the State where the evidence is taken;

(e) a person requested to give evidence may invoke the privileges and duties to refuse to give the evidence contained in Article 11.

Article 22

The fact that an attempt to take evidence under the procedure laid down in this Chapter has failed, owing to the refusal of a person to give evidence, shall not prevent an application being subsequently made to take the evidence in accordance with Chapter I.

CHAPTER III

GENERAL CLAUSES

Article 23

A Contracting State may at the time of signature, ratification or accession, declare that it will not execute Letters of Request issued

missions rogatoires qui ont pour objet une procédure connue dans les Etats du *Common Law* sous le nom de «pre-trial discovery of documents».

Article 24

Tout Etat contractant peut désigner, outre l'Autorité centrale, d'autres autorités dont il détermine les compétences. Toutefois, les commissions rogatoires peuvent toujours être transmises à l'Autorité centrale.

Les Etats fédéraux ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales.

Article 25

Tout Etat contractant, dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur, peut désigner les autorités de l'un de ces systèmes, qui auront compétence exclusive pour l'exécution des commissions rogatoires en application de la présente Convention.

Article 26

Tout Etat contractant, s'il y est tenu pour des raisons de droit constitutionnel, peut inviter l'Etat requérant à rembourser les frais d'exécution de la commission rogatoire et concernant la signification ou la notification à comparaître, les indemnités dues à la personne qui fait la déposition et l'établissement du procès-verbal de l'acte d'instruction.

Lorsqu'un Etat a fait usage des dispositions de l'alinéa précédent, tout autre Etat contractant peut inviter cet Etat à rembourser les frais correspondants.

Article 27

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle à ce qu'un Etat contractant:

a) déclare que des commissions rogatoires peuvent être transmises à ses autorités judiciaires par d'autres voies que celles prévues à l'article 2;

b) permette, aux termes de sa loi ou de sa coutume interne, d'exécuter les actes auxquels elle s'applique dans des conditions moins restrictives;

c) permette, aux termes de sa loi ou de sa coutume interne, des méthodes d'obtention de preuves autres que celles prévues par la présente Convention.

Article 28

La présente Convention ne s'oppose pas à ce que des Etats contractants s'entendent pour déroger:

for the purpose of obtaining pre-trial discovery of documents as known in Common Law countries.

Article 24

A Contracting State may designate other authorities in addition to the Central Authority and shall determine the extent of their competence. However, Letters of Request may in all cases be sent to the Central Authority.

Federal States shall be free to designate more than one Central Authority.

Article 25

A Contracting State which has more than one legal system may designate the authorities of one of such systems, which shall have exclusive competence to execute Letters of Request pursuant to this Convention.

Article 26

A Contracting State, if required to do so because of constitutional limitations, may request the reimbursement by the State of origin of fees and costs, in connection with the execution of Letters of Request, for the service of process necessary to compel the appearance of a person to give evidence, the costs of attendance of such persons, and the cost of any transcript of the evidence.

Where a State has made a request pursuant to the above paragraph, any other Contracting State may request from that State the reimbursement of similar fees and costs.

Article 27

The provisions of the present Convention shall not prevent a Contracting State from –

(a) declaring that Letters of Request may be transmitted to its judicial authorities through channels other than those provided for in Article 2;

(b) permitting, by internal law or practice, any act provided for in this Convention to be performed upon less restrictive conditions;

(c) permitting, by internal law or practice, methods of taking evidence other than those provided for in this Convention.

Article 28

The present Convention shall not prevent an agreement between any two or more Contracting States to derogate from –

a) à l'article 2, en ce qui concerne la voie de transmission des commissions rogatoires;

b) à l'article 4, en ce qui concerne l'emploi des langues;

c) à l'article 8, en ce qui concerne la présence de magistrats à l'exécution des commissions rogatoires;

d) à l'article 11, en ce qui concerne les dispenses et interdictions de déposer;

e) à l'article 13, en ce qui concerne la transmission des pièces constatant l'exécution;

f) à l'article 14, en ce qui concerne le règlement des frais;

g) aux dispositions du chapitre II.

Article 29

La présente Convention remplacera, dans les rapports entre les Etats qui l'auront ratifiée, les articles 8 à 16 des Conventions relatives à la procédure civile, respectivement signées à La Haye le 17 juillet 1905 et le premier mars 1954, dans la mesure où lesdits Etats sont Parties à l'une ou l'autre de ces Conventions.

Article 30

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application de l'article 23 de la Convention de 1905, ni de l'article 24 de celle de 1954.

Article 31

Les accords additionnels aux Conventions de 1905 et de 1954, conclus par les Etats contractants, sont considérés comme également applicables à la présente Convention, à moins que les Etats intéressés n'en conviennent autrement.

Article 32

Sans préjudice de l'application des articles 29 et 31, la présente Convention ne déroge pas aux conventions auxquelles les Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.

Article 33

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, a la faculté d'exclure en tout ou en partie l'application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 4, ainsi que du chapitre II. Aucune autre réserve ne sera admise.

(a) the provisions of Article 2 with respect to methods of transmitting Letters of Request;

(b) the provisions of Article 4 with respect to the languages which may be used;

(c) the provisions of Article 8 with respect to the presence of judicial personnel at the execution of Letters;

(d) the provisions of Article 11 with respect to the privileges and duties of witnesses to refuse to give evidence;

(e) the provisions of Article 13 with respect to the methods of returning executed Letters to the requesting authority;

(f) the provisions of Article 14 with respect to fees and costs;

(g) the provisions of Chapter II.

Article 29

Between Parties to the present Convention who are also Parties to one or both of the Conventions on Civil Procedure signed at the Hague on the 17th of July 1905 and the 1st of March 1954, this Convention shall replace Articles 8–16 of the earlier Conventions.

Article 30

The present Convention shall not affect the application of Article 23 of the Convention of 1905, or of Article 24 of the Convention of 1954.

Article 31

Supplementary Agreements between Parties to the Conventions of 1905 and 1954 shall be considered as equally applicable to the present Convention unless the Parties have otherwise agreed.

Article 32

Without prejudice to the provisions of Articles 29 and 31, the present Convention shall not derogate from conventions containing provisions on the matters covered by this Convention to which the Contracting States are, or shall become Parties.

Article 33

A State may, at the time of signature, ratification or accession exclude, in whole or in part, the application of the provisions of paragraph 2 of Article 4 and of Chapter II. No other reservation shall be permitted.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite; l'effet de la réserve cessera le soixantième jour après la notification du retrait.

Lorsqu'un Etat aura fait une réserve, tout autre Etat affecté par celle-ci peut appliquer la même règle à l'égard de l'Etat qui a fait la réserve.

Article 34

Tout Etat peut à tout moment retirer ou modifier une déclaration.

Article 35

Tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, soit ultérieurement, les autorités prévues aux articles 2, 8, 24 et 25.

Il notifiera, le cas échéant, dans les mêmes conditions:

a) la désignation des autorités auxquelles les agents diplomatiques ou consulaires doivent s'adresser en vertu de l'article 16 et de celles qui peuvent accorder l'autorisation ou l'assistance prévues aux articles 15, 16 et 18;

b) la désignation des autorités qui peuvent accorder au commissaire l'autorisation prévue à l'article 17 ou l'assistance prévue à l'article 18;

c) les déclarations visées aux articles 4, 8, 11, 15, 16, 17, 18, 23 et 27;

d) tout retrait ou modification des désignations et déclarations mentionnées ci-dessus;

e) tout retrait de réserves.

Article 36

Les difficultés qui s'élèveraient entre les Etats contractants à l'occasion de l'application de la présente Convention seront réglées par la voie diplomatique.

Article 37

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Each Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made; the reservation shall cease to have effect on the sixtieth day after notification of the withdrawal.

When a State has made a reservation, any other State affected thereby may apply the same rule against the reserving State.

Article 34

A State may at any time withdraw or modify a declaration.

Article 35

A Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification or accession, or at a later date, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the designation of authorities, pursuant to Articles 2, 8, 24 and 25.

A Contracting State shall likewise inform the Ministry, where appropriate, of the following –

(a) the designation of the authorities to whom notice must be given, whose permission may be required, and whose assistance may be invoked in the taking of evidence by diplomatic officers and consular agents, pursuant to Articles 15, 16 and 18 respectively;

(b) the designation of the authorities whose permission may be required in the taking of evidence by commissioners pursuant to Article 17 and of those who may grant the assistance provided for in Article 18;

(c) declarations pursuant to Articles 4, 8, 11, 15, 16, 17, 18, 23 and 27;

(d) any withdrawal or modification of the above designations and declarations;

(e) the withdrawal of any reservation.

Article 36

Any difficulties which may arise between Contracting States in connection with the operation of this Convention shall be settled through diplomatic channels.

Article 37

The present Convention shall be open for signature by the States represented at the Eleventh Session of the Hague Conference on Private International Law.

It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 38

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 37, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 39

Tout Etat non représenté à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé qui est Membre de la Conférence ou de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée de celle-ci ou Partie au Statut de la Cour Internationale de Justice pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 38, alinéa premier.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérant, le soixantième jour après le dépôt de son instrument d'adhésion.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion. Cette déclaration sera déposée auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas; celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme, à chacun des Etats contractants.

La Convention entrera en vigueur entre l'Etat adhérant et l'Etat ayant déclaré accepter cette adhésion soixante jours après le dépôt de la déclaration d'acceptation.

Article 40

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour les territoires visés par l'extension, le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 41

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur, conformément à l'article 38, alinéa

Article 38

The present Convention shall enter into force on the sixtieth day after the deposit of the third instrument of ratification referred to in the second paragraph of Article 37.

The Convention shall enter into force for each signatory State which ratifies subsequently on the sixtieth day after the deposit of its instrument of ratification.

Article 39

Any State not represented at the Eleventh Session of the Hague Conference on Private International Law which is a Member of this Conference or of the United Nations or of a specialized agency of that Organization, or a Party to the Statute of the International Court of Justice may accede to the present Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of Article 38.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The Convention shall enter into force for a State acceding to it on the sixtieth day after the deposit of its instrument of accession.

The accession will have effect only as regards the relations between the acceding State and such Contracting States as will have declared their acceptance of the accession. Such declaration shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands; this Ministry shall forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.

The Convention will enter into force as between the acceding State and the State that has declared its acceptance of the accession on the sixtieth day after the deposit of the declaration of acceptance.

Article 40

Any State may, at the time of signature, ratification or accession, declare that the present Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The Convention shall enter into force for the territories mentioned in such an extension on the sixtieth day after the notification indicated in the preceding paragraph.

Article 41

The present Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph

premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 42

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 37, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 39:

a) les signatures et ratifications visées à l'article 37;

b) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 38, alinéa premier;

c) les adhésions visées à l'article 39 et la date à laquelle elles auront effet;

d) les extensions visées à l'article 40 et la date à laquelle elles auront effet;

e) les désignations, réserves et déclarations mentionnées aux articles 33 et 35;

f) les dénonciations visées à l'article 41, alinéa 3.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 18 mars 1970, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Pour la République Fédérale d'Allemagne,
For the Federal Republic of Germany,

Sous réserve de la ratification

(s.) HANS ARNOLD

of Article 38, even for States which have ratified it or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands at least six months before the end of the five year period.

It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 42

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall give notice to the States referred to in Article 37, and to the States which have acceded in accordance with Article 39, of the following –

(a) the signatures and ratifications referred to in Article 37;

(b) the date on which the present Convention enters into force in accordance with the first paragraph of Article 38;

(c) the accessions referred to in Article 39 and the dates on which they take effect;

(d) the extensions referred to in Article 40 and the dates on which they take effect;

(e) the designations, reservations and declarations referred to in Articles 33 and 35;

(f) the denunciations referred to in the third paragraph of Article 41.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed the present Convention.

DONE at The Hague, on the 18th day of March 1970, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States represented at the Eleventh Session of the Hague Conference on Private International Law.

Pour l'Autriche,
For Austria,

Pour la Belgique,
For Belgium,

Pour le Canada,
For Canada,

Pour le Danemark,
For Denmark,
Sauf ratification
(s.) SIGURD CHRISTENSEN
18 April 1972

Pour l'Espagne,
For Spain,
(s.) R. SEDO
21 Octobre 1976

Pour les Etats-Unis d'Amérique,
For the United States of America,
(s.) PHILIP W. AMRAM
27 July, 1970

Pour la Finlande,
For Finland,
(s.) HENRIK BLOMSTEDT
9.3.1976

Pour la France,
For France,
(s.) C. DE MARGERIE
le 24 Août 1972

Pour la Grèce,
For Greece,

Pour l'Irlande,
For Ireland,

Pour Israël,
For Israel,

(s.) J. ROSEN

11 november 1977

Pour l'Italie,
For Italy,

(s.) ANTONINO MOROZZA DELLA ROCCA

6 Février 1975

Pour le Japon,
For Japan,

Pour le Luxembourg,
For Luxembourg,

(s.) ROGER HASTERT

2 mai 1975

Pour la Norvège,
For Norway,

(s.) G. ROGSTAD

Pour les Pays-Bas,
For the Netherlands,

(s.) C. A. VAN DER KLAAUW

28-2-1979

Pour le Portugal,
For Portugal,

(s.) CONSTANTINO RIBEIRO VAZ

Ad Referendum – Au moment de la ratification seront faites des réserves et déclarations jugées nécessaires et permises par la présente Convention

Pour la République Arabe Unie,
For the United Arab Republic,

Pour le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,

(s.) EDWARD TOMKINS

Pour la Suède,
For Sweden,

Pour la Suisse,
For Switzerland,

Pour la Tchécoslovaquie,
For Czechoslovakia,
(s.) Dr. M. GALAN [1])
February 6th 1975

Pour la Turquie,
For Turkey,

Pour la Yougoslavie,
For Yugoslavia,

---

[1]) Onder de volgende verklaringen:
„La République Socialiste Tchécoslovaque déclare au sujet de l'article 16 de la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale conclue à La Haye le 18 mars 1970 que les actes d'instruction conformément au chapitre II peuvent être accomplis sans son autorisation préalable, à condition de réciprocité.
La République Socialiste Tchécoslovaque déclare ensuite au sujet de l'article 18 de la même Convention qu'un agent diplomatique ou consulaire ou un commissaire, autorisé à procéder à un acte d'instruction conformément aux articles 15, 16 et 17, ont la faculté de demander de procéder à un acte judiciaire au tribunal compétent tchécoslovaque ou au notariat d'Etat tchécoslovaque auxquels il passe un acte par l'intermédiaire du Ministère de la Justice de la République Socialiste Tchèque à Prague ou du Ministère de la Justice de la République Socialiste Slovaque à Bratislava, à condition de réciprocité.
La République Socialiste Tchécoslovaque déclare, en connexité avec l'article 40 de la Convention accordant aux Etats le droit de déclarer que la Convention est en vigueur pour les territoires qu'ils représentent de point de vue international, qu'à son avis le maintien de certains pays dans un état de dépendance est en contradiction avec le contenu et les objectifs de la Déclaration de l'O.N.U. du 14 décembre 1960 sur l'indépendance accordée aux pays et peuples coloniaux, proclamant la nécessité d'une liquidation rapide et inconditionnelle du colonialisme sous toutes ses formes et apparences.".

C. VERTALING

Verdrag inzake de verkrijging van bewijs in het buitenland in burgerlijke en in handelszaken

De Staten die dit Verdrag hebben ondertekend,

Geleid door de wens de overmaking en uitvoering van rogatoire commissies te vergemakkelijken en te bevorderen, dat de verschillende werkwijzen welke zij te dien einde volgen beter met elkaar in overeenstemming worden gebracht,

Strevend naar verbetering van de wederzijdse samenwerking op het gebied van de rechtshulpverlening in burgerlijke en in handelszaken,

Hebben besloten te dien einde een Verdrag tot stand te brengen en zijn het volgende overeengekomen:

HOOFDSTUK I

ROGATOIRE COMMISSIES

Artikel 1

In burgerlijke en in handelszaken kan de rechterlijke autoriteit van een Verdragsluitende Staat overeenkomstig de wettelijke bepalingen van die Staat, bij wege van rogatoire commissie aan de bevoegde autoriteit van een andere Verdragsluitende Staat verzoeken, een handeling tot het verkrijgen van bewijs (onderzoekshandeling) of andere gerechtelijke handelingen te verrichten.

Een onderzoekshandeling kan niet worden verzocht met het doel partijen in staat te stellen, zich bewijs te verschaffen dat niet bestemd is om te dienen tot gebruik in een reeds aanhangige of in een toekomstige procedure.

De term „andere gerechtelijke handelingen" heeft geen betrekking op de betekening of kennisgeving van gerechtelijke stukken, noch op maatregelen tot bewaring van recht of tot tenuitvoerlegging.

Artikel 2

Elke Verdragsluitende Staat wijst een Centrale Autoriteit aan, die belast is met het in ontvangst nemen van rogatoire commissies die afkomstig zijn van de rechterlijke autoriteit van een andere Verdragsluitende Staat, en met het overmaken daarvan aan de voor de uitvoering ervan bevoegde autoriteit. Iedere Staat organiseert de Centrale Autoriteit overeenkomstig de bepalingen van zijn eigen wetgeving.

De rogatoire commissies worden aan de Centrale Autoriteit van de aangezochte Staat overgemaakt zonder tussenkomst van een andere autoriteit van die Staat.

Artikel 3

De rogatoire commissie bevat de volgende gegevens:

a) de verzoekende autoriteit en, indien mogelijk, de aangezochte autoriteit;

b) de namen en adressen van de partijen en eventueel van hun vertegenwoordigers;

c) de aard en het onderwerp van het geding en een beknopte uiteenzetting van de feiten;

d) de onderzoekshandelingen of andere gerechtelijke handelingen die moeten worden verricht.

Voor zover nodig vermeldt de rogatoire commissie bovendien:

e) de namen en adressen van de te horen personen;

f) de vragen welke aan de te horen personen moeten worden gesteld, dan wel de feiten waarover zij moeten worden gehoord;

g) de stukken of andere voorwerpen welke moeten worden onderzocht;

h) het verzoek om de verklaring onder ede of belofte af te nemen en, eventueel, de formule die daarbij moet worden gebruikt;

i) de bijzondere vormen waarvan de toepassing wordt verlangd overeenkomstig artikel 9.

De rogatoire commissie vermeldt eventueel tevens de inlichtingen welke nodig zijn voor de toepassing van artikel 11.

Er kan geen legalisatie of andere vergelijkbare formaliteit worden verlangd.

Artikel 4

De rogatoire commissie moet worden gesteld in de taal van de aangezochte autoriteit of vergezeld gaan van een vertaling in die taal.

Evenwel moet elke Verdragsluitende Staat een rogatoire commissie die in het Frans of het Engels is gesteld of vergezeld is van een vertaling in een van deze talen aanvaarden, tenzij die Staat zich daartegen heeft verzet door het maken van het voorbehoud voorzien in artikel 33.

Elke Verdragsluitende Staat die meer dan één officiële taal heeft en wegens redenen van zijn nationale wetgeving niet een rogatoire commissie voor zijn gehele grondgebied kan aanvaarden indien deze slechts in één van die talen is gesteld, moet door middel van een daartoe strekkende verklaring doen weten, in welke taal de rogatoire commissie moet worden gesteld of vertaald met het oog op de uitvoering ervan in de door die Staat aangewezen delen van zijn grond-

gebied. Indien de verplichting welke uit die verklaring voortvloeit zonder geldige reden niet is nageleefd, komen de kosten van de vertaling in de vereiste taal voor rekening van de Staat waarvan het verzoek is uitgegaan.

Elke Verdragsluitende Staat kan door middel van een daartoe strekkende verklaring doen weten, in welke andere taal of talen dan die bedoeld in de voorgaande leden een rogatoire commissie aan zijn Centrale Autoriteit kan worden gericht.

Elke aan een rogatoire commissie gehechte vertaling moet voor overeenstemmend zijn verklaard door een diplomatieke of consulaire ambtenaar, door een beëdigd vertaler dan wel door enige andere daartoe in een van de beide Staten bevoegd verklaarde persoon.

Artikel 5

Indien de Centrale Autoriteit van oordeel is dat de bepalingen van het Verdrag niet zijn geëerbiedigd, stelt zij de autoriteit van de verzoekende Staat die haar de rogatoire commissie heeft overgemaakt onverwijld daarvan in kennis en doet daarbij nauwkeurige opgave van de bezwaren welke tegen het verzoek zijn gerezen.

Artikel 6

Ingeval van onbevoegdheid van de aangezochte autoriteit, wordt de rogatoire commissie ambtshalve en onverwijld overgedragen aan de rechterlijke autoriteit van dezelfde Staat, die volgens de bepalingen van diens wetgeving wel bevoegd is.

Artikel 7

De verzoekende autoriteit wordt op haar verlangen ingelicht over het tijdstip waarop en de plaats waar de verlangde handeling zal worden verricht, opdat de belanghebbende partijen en eventueel hun vertegenwoordigers daarbij tegenwoordig kunnen zijn. Deze mededeling wordt rechtstreeks aan die partijen of hun vertegenwoordigers gedaan, wanneer de verzoekende autoriteit zulks heeft verzocht.

Artikel 8

Elke Verdragsluitende Staat kan verklaren, dat rechterlijke ambtenaren van de verzoekende autoriteit van een andere Verdragsluitende Staat de uitvoering van een rogatoire commissie mogen bijwonen. Daaraan kan de Staat die zulk een verklaring heeft afgelegd de voorwaarde verbinden, dat vooraf toestemming moet zijn verleend door een door die Staat aangewezen bevoegde autoriteit.

Artikel 9

De rechterlijke autoriteit die de rogatoire commissie uitvoert past,

wat betreft de vormen waarin dit geschiedt, haar eigen landswet toe.

Deze autoriteit zal evenwel gehoor geven aan de wens van de autoriteit waarvan het verzoek uitgaat om een speciale vorm toe te passen, tenzij deze onverenigbaar is met de wet van de aangezochte Staat, of de toepassing niet mogelijk is hetzij wegens de rechterlijke gebruiken van de aangezochte Staat, hetzij wegens praktische moeilijkheden.

De rogatoire commissie moet onverwijld worden uitgevoerd.

Artikel 10

Bij de uitvoering van de rogatoire commissie past de aangezochte autoriteit de daartoe passende dwangmiddelen toe welke in haar eigen wet zijn voorzien, in de gevallen en in gelijke mate als zij daartoe verplicht zou zijn bij de uitvoering van een dergelijk verzoek van de autoriteiten van de eigen Staat, of bij het gevolg geven aan een daartoe strekkend verzoek van een belanghebbende partij.

Artikel 11

De rogatoire commissie wordt niet uitgevoerd, indien en voorzover de betrokken persoon zich beroept op een recht van verschoning of een verbod tot het afleggen van een verklaring gegrond op:

a) de wet van de aangezochte Staat; of

b) de wet van de verzoekende Staat, en het verschoningsrecht of het verbod is vermeld in de rogatoire commissie of, eventueel, op verzoek van de aangezochte autoriteit is bevestigd door de autoriteit waarvan het verzoek uitgaat.

Elke Verdragsluitende Staat kan verklaren, dat hij eveneens dergelijke verschoningsrechten en verboden erkent welke voorkomen in de wetten van andere Staten dan de Staat waaruit het verzoek afkomstig is en de aangezochte Staat, zulks in de mate waarin dit is aangegeven in die verklaring.

Artikel 12

De uitvoering van de rogatoire commissie kan niet worden geweigerd dan in zoverre

a) die uitvoering in de aangezochte Staat niet behoort tot de bevoegdheid van de rechterlijke macht; of

b) de aangezochte Staat van oordeel is dat die uitvoering een inbreuk zou betekenen op zijn soevereiniteit of zijn veiligheid.

De uitvoering kan niet worden geweigerd op de enkele grond, dat de wet van de aangezochte Staat ten aanzien van de zaak waarop het verzoek betrekking heeft uitsluitende rechtsmacht voor die Staat op-

eist, dan wel een rechtsvordering als waarop het verzoek betrekking heeft niet toekent.

Artikel 13

De stukken ten bewijze van de uitvoering van de rogatoire commissie worden door de aangezochte autoriteit aan de verzoekende autoriteit overgemaakt langs dezelfde weg die deze laatste heeft gebruikt.

Wanneer de rogatoire commissie niet of slechts ten dele is uitgevoerd, wordt de verzoekende autoriteit daarvan onverwijld verwittigd langs dezelfde weg en de redenen daarvoor worden daarbij medegedeeld.

Artikel 14

De uitvoering van de rogatoire commissie kan niet leiden tot terugbetaling van rechten of kosten van welke aard ook.

Evenwel heeft de aangezochte Staat het recht van de verzoekende Staat de terugbetaling te verlangen van vergoedingen welke zijn betaald aan deskundigen en tolken, alsmede van de kosten welke zijn veroorzaakt door de toepassing van een bijzondere vorm welke door de verzoekende Staat verzocht is overeenkomstig het tweede lid van artikel 9.

De aangezochte autoriteit welker wet het aan partijen overlaat de bewijzen te verzamelen en die niet in staat is zelf de rogatoire commissie uit te voeren, kan een daartoe geschikte persoon daarmede belasten na daartoe toestemming te hebben verkregen van de verzoekende autoriteit. Bij het verzoek tot een zodanige toestemming vermeldt de aangezochte autoriteit bij benadering de uit deze procedure voortvloeiende kosten. De toestemming brengt voor de verzoekende autoriteit de verplichting mee, die kosten terug te betalen. Is er geen toestemming verleend, dan kan de verzoekende autoriteit niet voor die kosten worden aangesproken.

HOOFDSTUK II

DE VERKRIJGING VAN BEWIJS DOOR DIPLOMATIEKE OF CONSULAIRE AMBTENAREN EN DOOR COMMISSARISSEN

Artikel 15

In burgerlijke en in handelszaken kan een diplomatieke of consulaire ambtenaar van een Verdragsluitende Staat op het grondgebied van een andere Verdragsluitende Staat, binnen het ressort waar hij zijn functie uitoefent, zonder dwang elke onderzoekshandeling ver-

richten, mits daarbij slechts onderdanen van een Staat die hij vertegenwoordigt zijn betrokken en het een zaak betreft welke aanhangig is voor een gerecht van die Staat.

Elke Verdragsluitende Staat heeft de bevoegdheid te verklaren dat deze handeling slechts kan worden verricht indien daartoe verlof is verleend, op een daartoe strekkend verzoek van deze ambtenaar zelf of te zijnen behoeve gedaan, door de bevoegde autoriteit welke door de Staat die deze verklaring heeft afgelegd is aangewezen.

Artikel 16

Een diplomatieke of consulaire ambtenaar van een Verdragsluitende Staat kan bovendien op het gebied van een andere Verdragsluitende Staat, binnen het ressort waar hij zijn functie uitoefent, zonder dwang onderzoekshandelingen verrichten waarbij onderdanen van de Staat waar hij zijn functie uitoefent of onderdanen van derde Staten zijn betrokken, ten behoeve van een zaak die aanhangig is voor een gerecht van een Staat die hij vertegenwoordigt:

a) indien een bevoegde autoriteit welke is aangewezen door de Staat waar de ambtenaar zijn functies verricht daartoe verlof heeft verleend, hetzij in het algemeen, hetzij voor ieder geval afzonderlijk, en

b) indien hij de voorwaarden die de bevoegde autoriteit bij dat verlof heeft gesteld naleeft.

Elke Verdragsluitende Staat kan verklaren dat de hierboven bedoelde onderzoekshandelingen zonder zijn voorafgaand verlof mogen worden verricht.

Artikel 17

In burgerlijke en in handelszaken kan iedere persoon die daartoe op behoorlijke wijze als commissaris is benoemd, zonder dwang op het gebied van een Verdragsluitende Staat onderzoekshandelingen verrichten welke betrekking hebben op een procedure, welke aanhangig is voor een gerecht van een andere Verdragsluitende Staat:

a) indien een bevoegde autoriteit welke is aangewezen door de Staat waar de uitvoering moet plaats vinden daartoe verlof heeft verleend, hetzij in het algemeen, hetzij voor ieder geval afzonderlijk, en

b) indien hij de voorwaarden die de bevoegde autoriteit bij het verlof heeft gesteld naleeft.

Elke Verdragsluitende Staat kan verklaren dat de hierboven bedoelde onderzoekshandelingen zonder zijn voorafgaand verlof mogen worden verricht.

Artikel 18

Elke Verdragsluitende Staat kan verklaren dat een diplomatieke of consulaire ambtenaar of een commissaris, die bevoegd is tot het verrichten van een onderzoekshandeling in overeenstemming met artikel 15, 16 of 17, zich kan wenden tot de terzake als bevoegd aangewezen autoriteit van die Staat, met het verzoek de nodige bijstand te verkrijgen tot het verrichten van deze handeling door toepassing van dwangmiddelen. De verklaring kan elke voorwaarde bevatten welke de Staat die haar aflegt dienstig acht.

Wanneer de bevoegde autoriteit gevolg geeft aan het verzoek, past zij de dwangmiddelen toe welke passend zijn en in haar interne wet zijn voorzien.

Artikel 19

De bevoegde autoriteit kan aan het verlenen van het verlof bedoeld in de artikelen 15, 16 en 17 of van de toestemming op grond van artikel 18 de voorwaarden verbinden welke zij wenselijk acht, met name wat betreft het uur, de dag en de plaats van de onderzoekshandeling. Zij kan ook verlangen dat het uur, de dag en de plaats haar tevoren tijdig worden medegedeeld; in dat geval kan een vertegenwoordiger van die autoriteit die onderzoekshandeling bijwonen.

Artikel 20

De personen op wie een onderzoekshandeling als bedoeld in dit hoofdstuk betrekking heeft kunnen zich doen bijstaan door een raadsman.

Artikel 21

Wanneer een diplomatieke of consulaire ambtenaar of een commissaris bevoegd is of verlof heeft gekregen om een onderzoekshandeling te verrichten ingevolge de artikelen 15, 16 of 17:

a) kan hij alle onderzoekshandelingen verrichten welke niet onverenigbaar zijn met de wet van de Staat waar de uitvoering geschiedt, of die niet in strijd is met het op grond van de evenvermelde artikelen verleend verlof en kan hij binnen dezelfde grenzen een verklaring onder ede of onder belofte voor zich doen afleggen;

b) moet, tenzij de bij de onderzoekshandeling betrokken persoon onderdaan is van de Staat waar de procedure aanhangig is, iedere oproep om te verschijnen of om mede te werken aan een onderzoekshandeling zijn gesteld in de taal van de plaats waar de onderzoekshandeling wordt verricht, of vergezeld zijn van een vertaling in die taal;

c) vermeldt de oproep dat de betrokkene zich kan doen bijstaan door een raadsman en, in elke Staat die niet een verklaring als bedoeld in artikel 18 heeft afgelegd, dat hij niet is gehouden om te verschijnen of mede te werken aan de onderzoekshandeling;

d) kan de onderzoekshandeling worden verricht met inachtneming van de vormen die zijn voorgeschreven door de wet van het gerecht waar de procedure aanhangig is, mits deze vormen niet zijn verboden door de wet van de Staat waar de uitvoering geschiedt;

e) kan de persoon op wie de onderzoekshandeling betrekking heeft zich beroepen op een recht van verschoning of een verbod als bedoeld in artikel 11.

Artikel 22

De omstandigheid dat een onderzoekshandeling niet kon worden verricht overeenkomstig de bepalingen van het onderhavige hoofdstuk doordat een persoon geweigerd heeft er aan mede te werken, belet niet dat een rogatoire commissie voor dezelfde handeling later wordt verzocht overeenkomstig het eerste hoofdstuk.

HOOFDSTUK III

ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 23

Elke Verdragsluitende Staat kan op het tijdstip van de ondertekening, bekrachtiging of toetreding verklaren, dat hij geen uitvoering geeft aan rogatoire commissies tot het houden van een procedure welke in de Staten waar de Common Law geldt bekend is als „pretrial discovery of documents".

Artikel 24

Elke Verdragsluitende Staat kan naast de Centrale Autoriteit nog andere autoriteiten aanwijzen; hij stelt de bevoegdheden daarvan vast. Evenwel kunnen rogatoire commissies steeds worden overgemaakt aan de Centrale Autoriteit.

Federale Staten hebben de bevoegdheid om meer dan één Centrale Autoriteit aan te wijzen.

Artikel 25

Elke Verdragsluitende Staat waarin meer dan één rechtsstelsel van kracht is, kan de autoriteiten van één van deze stelsels aanwijzen, die een exclusieve bevoegdheid zullen bezitten wat de uitvoering van de rogatoire commissies ingevolge dit Verdrag betreft.

Artikel 26

Elke Verdragsluitende Staat kan, indien hij daartoe op staatsrechtelijke gronden is gehouden, van de verzoekende Staat de terugbetaling verlangen van de kosten van de uitvoering van de rogatoire commissie wat betreft de betekening of de oproep te verschijnen, de schadeloosstellingen verschuldigd aan de persoon die de getuigenverklaring heeft afgelegd en de opstelling van het proces-verbaal van de onderzoekshandeling.

Indien een Staat gebruik heeft gemaakt van de bepalingen van het vorige lid, kan elke andere Verdragsluitende Staat deze Staat verzoeken zodanige kosten terug te betalen.

Artikel 27

De bepalingen van dit Verdrag beletten niet dat een Verdragsluitende Staat:

a) verklaart dat rogatoire commissies aan zijn rechterlijke autoriteiten kunnen worden overgemaakt langs andere wegen dan die bedoeld in artikel 2;

b) toestaat, krachtens zijn interne wet of zijn gewoonterecht, de handelingen waarop het Verdrag betrekking heeft onder minder beperkende voorwaarden uit te voeren;

c) toestaat, krachtens zijn interne wet of zijn gewoonterecht, andere methoden tot verkrijging van bewijs dan die waarin dit Verdrag voorziet te gebruiken.

Artikel 28

Dit Verdrag belet niet dat Verdragsluitende Staten overeenkomen af te wijken van

a) artikel 2, wat betreft de wijze van overmaking van de rogatoire commissies;

b) artikel 4, wat betreft het gebruik van de talen;

c) artikel 8, wat betreft de tegenwoordigheid van rechterlijke ambtenaren bij de uitvoering van rogatoire commissies;

d) artikel 11, wat betreft de verschoningsrechten of verboden om een getuigenverklaring te geven;

e) artikel 13, wat betreft de overmaking van de stukken ten bewijze van de uitvoering;

f) artikel 14, wat betreft de kostenregeling;

g) de bepalingen van hoofdstuk II.

Artikel 29

Dit Verdrag vervangt in de rechtsbetrekkingen tussen de Staten die het hebben bekrachtigd de artikelen 8–16 van de Verdragen betreffende de burgerlijke rechtsvordering onderscheidenlijk ondertekend te 's-Gravenhage op 17 juli 1905 en 1 maart 1954, voor zover die Staten bij één van deze of beide Verdragen partij zijn.

Artikel 30

Dit Verdrag maakt geen inbreuk op de toepassing van artikel 23 van het Verdrag van 1905 of van artikel 24 van het Verdrag van 1954.

Artikel 31

De aanvullende akkoorden bij de Verdragen van 1905 en 1954, gesloten door de Verdragsluitende Staten, worden eveneens op dit Verdrag van toepassing geacht, tenzij de belanghebbende Staten daaromtrent anders overeenkomen.

Artikel 32

Onverminderd het bepaalde in de artikelen 29 en 31 laat dit Verdrag onverlet de Verdragen waarbij de Verdragsluitende Staten partij zijn of zullen worden en die bepalingen bevatten inzake bij dit Verdrag geregelde onderwerpen.

Artikel 33

Elke Staat kan op het tijdstip van de ondertekening, bekrachtiging of toetreding de toepassing van het bepaalde in het tweede lid van artikel 4, alsmede van het bepaalde in hoofdstuk II, geheel of gedeeltelijk uitsluiten. Geen enkel ander voorbehoud is toegestaan.

Elke Verdragsluitende Staat kan een door die Staat gemaakt voorbehoud te allen tijde intrekken; de werking van het voorbehoud eindigt met ingang van de zestigste dag volgend op de kennisgeving van intrekking.

Indien een Staat een voorbehoud heeft gemaakt, kan elke andere Staat die daardoor is getroffen dezelfde regel toepassen ten opzichte van de Staat die het voorbehoud heeft gemaakt.

Artikel 34

Elke Staat kan te allen tijde een verklaring intrekken of wijzigen.

Artikel 35

Elke Verdragsluitende Staat brengt op het tijdstip van de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging of toetreding, of op een later

tijdstip, de aanwijzing van de autoriteiten bedoeld in de artikelen 2, 8, 24 en 25 ter kennis van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland.

Een Verdragsluitende Staat brengt, voor zover nodig, onder dezelfde voorwaarden ter kennis van het Ministerie:

a) de aanwijzing van de autoriteiten tot wie de diplomatieke of consulaire ambtenaren zich moeten wenden op grond van artikel 16 en van de autoriteiten die het verlof of de bijstand bedoeld in de artikelen 15, 16 en 18 kunnen verlenen;

b) de aanwijzing van de autoriteiten die aan de commissaris de toestemming bedoeld in artikel 17 of de bijstand bedoeld in artikel 18 kunnen verlenen;

c) de verklaringen bedoeld in de artikelen 4, 8, 11, 15, 16, 17, 18, 23 en 27;

d) elke intrekking of wijziging van de bovengenoemde aanwijzingen en verklaringen;

e) de intrekking van een voorbehoud.

Artikel 36

Moeilijkheden die tussen de Verdragsluitende Staten naar aanleiding van de toepassing van dit Verdrag kunnen rijzen, worden langs diplomatieke weg geregeld.

Artikel 37

Dit Verdrag staat ter ondertekening open voor de Staten die vertegenwoordigd waren op de Elfde Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht.

Het dient te worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging dienen te worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland.

Artikel 38

Dit Verdrag treedt in werking op de zestigste dag na de nederlegging van de derde akte van bekrachtiging, bedoeld in het tweede lid van artikel 37.

Voor elke ondertekenende Staat die het Verdrag daarna bekrachtigt, treedt het in werking op de zestigste dag na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging.

Artikel 39

Elke Staat die niet vertegenwoordigd is geweest op de Elfde Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht en

die lid is van deze Conferentie of van de Verenigde Naties of van een van haar gespecialiseerde organisaties, of die Partij is bij het Statuut van het Internationaal Gerechtshof, kan tot dit Verdrag toetreden nadat het overeenkomstig het eerste lid van artikel 38 in werking is getreden.

De akte van toetreding dient te worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland.

Het Verdrag treedt voor een toetredende Staat in werking op de zestigste dag na de nederlegging van zijn akte van toetreding.

De toetreding heeft slechts gevolg ten aanzien van de betrekkingen tussen de toetredende Staat en de Verdragsluitende Staten die verklaard hebben de toetreding te aanvaarden. Een zodanige verklaring wordt nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland; dit Ministerie doet daarvan langs diplomatieke weg een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift aan elk der Verdragsluitende Staten toekomen.

Tussen de toetredende Staat en de Staat die heeft verklaard de toetreding te aanvaarden treedt het Verdrag in werking op de zestigste dag na de nederlegging van de verklaring van aanvaarding.

Artikel 40

Iedere Staat kan bij de ondertekening, bekrachtiging of toetreding verklaren, dat dit Verdrag zich uitstrekt tot alle gebieden voor welker internationale betrekkingen hij verantwoordelijk is, of tot één of meer van deze gebieden. Een zodanige verklaring wordt van kracht op de datum van inwerkingtreding van het Verdrag voor de betrokken Staat.

Daarna wordt van zodanige uitbreidingen kennis gegeven aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland.

Het Verdrag treedt voor de in de verklaring van uitbreiding genoemde gebieden in werking op de zestigste dag na de kennisgeving bedoeld in het voorafgaande lid.

Artikel 41

Dit Verdrag blijft van kracht gedurende vijf jaar te rekenen van de datum van zijn inwerkingtreding overeenkomstig het eerste lid van artikel 38, ook voor die Staten die het Verdrag nadien hebben bekrachtigd of daartoe zijn toegetreden.

Indien geen opzegging heeft plaatsgevonden, wordt het Verdrag stilzwijgend telkens voor vijf jaar verlengd.

Opzeggingen moeten ten minste zes maanden voor het einde van de termijn van vijf jaar ter kennis worden gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland.

De opzegging kan beperkt worden tot bepaalde gebieden waarop het Verdrag van toepassing is.

De opzegging heeft slechts gevolg ten opzichte van de Staat die haar ter kennis heeft gebracht. Het Verdrag blijft voor de andere Verdragsluitende Staten van kracht.

Artikel 42

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Nederland geeft aan de in artikel 37 bedoelde Staten, alsmede aan de Staten die overeenkomstig artikel 39 zijn toegetreden, kennis van:

a) de ondertekeningen en bekrachtigingen bedoeld in artikel 37;

b) de datum waarop dit Verdrag overeenkomstig het eerste lid van artikel 38 in werking treedt;

c) de toetredingen bedoeld in artikel 39 en de tijdstippen waarop zij van kracht worden;

d) de uitbreidingen bedoeld in artikel 40 en de tijdstippen waarop zij van kracht worden;

e) de aanwijzingen, voorbehouden en verklaringen genoemd in de artikelen 33 en 35;

f) de opzeggingen bedoeld in het derde lid van artikel 41.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, hiertoe behoorlijk gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage op 18 maart 1970 in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Nederlandse Regering en waarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift langs diplomatieke weg wordt toegezonden aan elk van de Staten die vertegenwoordigd waren op de Elfde Zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 24 e.v. van dit Tractatenblad).

D. PARLEMENT

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 37, tweede lid, van het Verdrag hebben de volgende Staten een akte van bekrachtiging nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden:

Denemarken [1]	20 juni 1972
Noorwegen [2]	3 augustus 1972
de Verenigde Staten van Amerika [3]	8 augustus 1972
Frankrijk (voor het gehele grondgebied van de Franse Republiek) [4]	7 augustus 1974
Portugal [5]	12 maart 1975
Zweden [6]	2 mei 1975
Finland [7]	7 april 1976
Tsjechoslowakije [8]	12 mei 1976
het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland [9]	16 juli 1976
Luxemburg [10]	26 juli 1977

[1]) Onder de volgende voorbehouden:

1) Faisant usage des dispositions prévues à l'article 33 le Gouvernement danois déclare conformément à l'article 4 que le Danemark n'accepte pas les commissions rogatoires adressées en langue française.

2) Faisant usage des dispositions prévues à l'article 33 le Gouvernement danois déclare conformément à l'article 17 que le Danemark n'accepte pas l'obtention de preuves par commissaires."

en de volgende verklaringen:

„Article 2
Le Ministère de la Justice est désigné comme Autorité centrale.

Article 4
Les commissions rogatoires peuvent être adressées en langues norvégienne et suédoise et le Danemark n'assume pas d'obligation de retourner les preuves obtenues rédigées en d'autres langues que la langue danoise.

Article 8
Les magistrats de l'Autorité requérante d'un autre Etat contractant peuvent assister à l'exécution d'une commission rogatoire s'ils ont obtenu l'autorisation préalable de l'autorité compétente danoise.

Article 15
Un agent diplomatique ou consulaire peut procéder à l'acte d'instruction moyennant l'autorisation du Ministère de la Justice.

Article 16
Le Ministère de la Justice donne l'autorisation de procéder à l'acte d'instruction.

Article 23
Les commissions rogatoires qui ont pour objet la procédure connue sous le nom de "Pre-trial discovery of documents" ne peuvent être exécutées au Danemark.

Article 27a
Les commissions rogatoires peuvent être transmises comme jusqu'ici par les agents consulaires des Etats étrangers au Danemark, directement au tribunal danois compétent.".

2) Onder het volgende voorbehoud:

"In conformity with article 33, Norway enters a reservation to paragraph 2 of article 4 to the effect that Letters of Request in the French language will not be accepted."

en de volgende verklaringen:

"I. The Royal Ministry of Justice and Police is designated as the Central Authority with reference to article 2 and as the Competent Authority with reference to articles 15, 16 and 17.

II. With reference to article 4, paragraph 3, the Kingdom of Norway declares that letters in the Danish or Swedish languages can be sent to the Central Authority.

III. By accepting Letters of Request in another language than the Norwegian, the Kingdom of Norway does not undertake to execute the request, or transmit the evidence thus obtained in this other language; nor to have translated the documents which establish the execution of the letter of request.

IV. By virtue of article 15, evidence can be taken by diplomatic officers or consular agents only if, upon application, prior permission to that effect has been granted.

V. By virtue of article 23, the Kingdom of Norway declares that it will not execute Letters of Request issued for the purpose of obtaining pre-trial discovery of documents as known in Common Law countries.".

3) Bij nota van 6 februari 1973 heeft de Regering van de Verenigde Staten van Amerika de volgende verklaringen en aanwijzingen medegedeeld:

"The United States Department of Justice, Washington, D.C. 20530, is designated as the Central Authority referred to in Article 2 of the Convention.

Under paragraph 2 of Article 4 the United States has agreed to accept a Letter of Request in or translated into French.

The United States wishes to point out that owing to the necessity of translating such documents into English it will take the Central Authority longer to comply with a Letter of Request in or translated into French than with a similar request received in English.

In accordance with paragraph 3 of Article 4 the United States declares that it will also accept Letters of Request in Spanish for execution in the Commonwealth of Puerto Rico.

In accordance with Article 8 the United States declares that subject to prior authorization members of the judicial personnel of the requesting

authority of another Contracting State may be present at the execution of a Letter of Request. The Department of Justice is the competent authority for the purposes of this Article.

The United States declares that evidence may be taken in the United States under Articles 16 and 17 without its prior permission.

In accordance with Article 18 the United States declares that a diplomatic or consular officer or a commissioner authorized to take evidence under Articles 15, 16 or 17 may apply for appropriate assistance to obtain the evidence by compulsion. The competent authority for the purposes of Article 18 is the United States district court of the district in which a person resides or is found.

Such court may order him to give his testimony or statement or to produce a document or thing for use in a proceeding in a foreign tribunal. The order may direct that the testimony or statement be given, or the document or other thing be produced, before a person appointed by the court.".

4) Onder de volgende verklaringen en voorbehouden:

„– Conformément aux dispositions de l'article 33, le Gouvernement français déclare:

– Que, par application de l'article 4, Alinéa 2, il n'exécutera que les commissions rogatoires rédigées en français ou accompagnées d'une traduction en langue française.

– Que, par application de l'article 23, les Commissions rogatoires qui ont pour objet une procédure, connue dans les Etats du COMMON LAW sous le nom de „Pré-Trial discovery of documents" ne seront pas exécutées;

– Conformément aux dispositions de l'article 2, le Ministère de la justice, service civil de l'entraide judiciaire internationale, 13, Place Vendôme – Paris 1er est désigné comme autorité centrale à l'exclusion de tout autre autorité.

– Conformément aux dispositions de l'article 16, le Ministère de la justice, service civil de l'entraide judiciaire internationale, 13, Place Vendôme – Paris 1er, est désigné comme autorité compétente pour autoriser les agents diplomatiques ou consulaires d'un état contractant à procéder sans contrainte à tout acte d'instruction visant des personnes autres que les ressortissants de cet état et concernant une procédure engagée devant un tribunal d'un Etat qu'ils représentent.

Cette autorisation qui sera donnée pour chaque cas particulier et assortie, le cas échéant, des conditions particulières, sera accordée aux conditions générales suivantes:

1 – Les actes d'instruction devront avoir lieu exclusivement dans l'enceinte des Ambassades ou des Consulats;

2 – La date et l'heure des actes d'instruction devront être notifiées en temps utile au Service civil de l'entraide judiciaire internationale pour lui permettre de s'y faire représenter éventuellement;

3 – Les actes d'instruction devront avoir lieu dans un local accessible au public;

4 – Les personnes visées par l'acte d'instruction devront être régulièrement convoquées par acte officiel rédigé en français ou assorti d'une traduction en langue française, et cet acte mentionnera:

a) Que l'acte d'instruction auquel il est procédé est accompli conformément aux dispositions de la Convention de La Haye du 18 mars 1970

sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale, et s'insère dans le cadre d'une procédure judiciaire suivie devant une juridiction nommément désignée d'un Etat contractant;

b) Que la comparution est volontaire et que l'absence de comparution ne saurait entraîner dans l'Etat requérant de poursuites pénales;

c) Que les parties au procès, le cas échéant, sont consentantes et dans le cas contraire les motifs de leur opposition;

d) Que la personne visée par l'acte d'instruction peut se faire assister d'un avocat;

e) Que la personne visée par l'acte d'instruction peut invoquer une dispense ou une interdiction de déposer.

Une copie de ces convocations sera adressée au Ministère de la justice.

5 – Le service civil de l'entraide judiciaire internationale sera tenu informé de toute difficulté.

– Conformément aux dispositions de l'article 17, le Ministère de la justice, service civil de l'entraide judiciaire internationale, 13, Place Vendôme – Paris 1er, est désigné comme autorité compétente pour autoriser les personnes régulièrement désignées comme commissaires à procéder sans contrainte à tout acte d'instruction concernant une procédure engagée devant un tribunal d'un Etat contractant.

Cette autorisation qui sera donnée pour chaque cas particulier et assortie, le cas échéant, de conditions particulières sera accordée aux conditions générales suivantes:

1 – Les actes d'instruction devront avoir lieu exclusivement dans l'enceinte des Ambassades;

2 – La date et l'heure des actes d'instruction devront être notifiées en temps utile au service civil de l'entraide judiciaire internationale pour lui permettre de s'y faire représenter éventuellement;

3 – Les actes d'instruction devront avoir lieu dans un local accessible au public;

4 – Les personnes visées par l'acte d'instruction devront être régulièrement convoquées par acte officiel rédigé en français ou assorti d'une traduction en langue française. Cet acte mentionnera:

a) Que l'acte d'instruction auquel il est procédé est accompli conformément aux dispositions de la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale, et s'insère dans le cadre d'une procédure judiciaire suivie devant une juridiction nommément désignée d'un Etat contractant;

b) Que la comparution est volontaire et que l'absence de comparution ne saurait entraîner dans l'Etat requérant de poursuites pénales;

c) Que les parties au procès, le cas échéant, sont consentantes et dans le cas contraire les motifs de leur opposition;

d) Que la personne visée par l'acte d'instruction peut se faire assister d'un avocat;

e) Que la personne visée par l'acte d'instruction peut invoquer une dispense ou une interdiction de déposer.

Une copie de ces convocations sera adressée au Ministère de la justice.

5 – Le service civil de l'entraide judiciaire internationale sera tenu informé de toute difficulté.

La demande d'autorisation qui sera adressée par l'autorité requérante au Ministère de la justice devra préciser:

1) Les motifs qui ont conduit, eu égard aux montants des frais judiciaires encourus, à choisir cette méthode d'investigation de préférence à celle de la commission rogatoire.

2) Les critères de désignation des commissaires lorsque la personnalité désignée ne résidera pas en France.

– Le Gouvernement français déclare que, par application des dispositions de l'article 8, des magistrats de l'autorité requérante d'un Etat contractant, pourront assister à l'exécution d'une commission rogatoire".

5) Onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

„a) Conformément à l'article 33 de la Convention, l'État portugais fait les réserves suivantes:
1 – exclusion de l'application de l'alinéa 2, article 4;
2 – exclusion de l'application du Chapitre II, à l'exception de l'article 15.

b) Conformément aux articles 15 et 23 de la Convention, l'État portugais fait les déclarations suivantes:
1 – l'État portugais déclare que les actes d'instruction référés dans l'article 15 ne peuvent pas être effectués sans l'autorisation accordée par une autorité compétente désignée par lui-même sur demande faite par l'agent diplomatique ou consulaire;
2 – l'État portugais déclare qu'il n'exécutera pas les commissions rogatoires qui auront pour objet une démarche considerée dans les États du "Common Law" comme "Pre-trial discovery of documents".

c) En ce qui concerne les articles 2 et 15 de la Convention, l'autorité compétente portugaise sera la „Direcção-Geral dos Serviços Judiciários" du Ministère de la Justice.".

6) Onder de volgende verklaringen:

„– Que, par application de l'article 4, alinéa 4, les commissions rogatoires en langue danoise et norvégienne seront acceptées;
– Que, par application de l'article 8, des magistrats de l'autorité requérante d'un autre Etat contractant pourront assister à l'exécution d'une commission rogatoire sans autorisation préalable;
– Que, par application de l'article 15, alinéa 2, un agent diplomatique ou consulaire ne pourra procéder à un acte d'instruction qu'avec l'autorisation de l'autorité compétente suédoise;
– Que, par application de l'article 23, les commissions rogatoires qui ont pour objet une procédure, connue dans les Etats du Common Law sous le nom de "Pre-trial discovery of documents" ne seront pas exécutées;
– Que la Suède s'engage délivrer les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire seulement en langue suédoise.
. . . . que le Ministère des Affaires Etrangères, Stockholm, a été désigné comme l'autorité centrale, visée à l'article 2, et également comme l'autorité compétente, visée aux articles 15–17.".

7) Onder het volgende voorbehoud:

"In conformity with Article 33, Finland enters a reservation to paragraph 2 of Article 4 to the effect that Letters of Request in the English or French languages will not be accepted.",

en de volgende verklaringen:

"1. In Finland the Ministry for Foreign Affairs shall be the Central Authority referred to in Article 2.

2. Swedish is the second official language of Finland. Finland will therefore in accordance with paragraph 1 of Article 4 accept Letters of Request in the Swedish language. The answer shall be given in the Swedish language if in connection with the Letter of Request this has been specifically requested.

3. A member of the judicial personnel of the requesting authority may in accordance with Article 8 be present at the execution of a Letter of Request, provided that the Finnish Ministry of Justice has given its consent.

4. The evidence referred to in Articles 16 and 17 of the Convention may be taken without the prior permission of the Finnish authorities.

5. Finland is not going to execute Letters of Request referred to in Article 23 issued for the purpose of obtaining pre-trial discovery of documents as known in Common Law countries.".

[8]) Onder soortgelijke verklaringen als de bij de ondertekening afgelegde verklaringen.
Bij nota van 24 mei 1978 heeft Tsjechoslowakije in overeenstemming met de artikelen 2 en 24 van het Verdrag als centrale autoriteiten aangewezen het Ministerie van Justitie van de Tsjechische Socialistische Republiek en het Ministerie van Justitie van de Slowaakse Socialistische Republiek.

[9]) Onder het volgende voorbehoud:

"... in accordance with the provisions or Article 33 the United Kingdom will not accept a Letter of Request in French."

en onder de volgende aanwijzingen:

"1. Under Article 2 the Foreign and Commonwealth Office is designated as the Central Authority.

2. Under Article 16 the Foreign and Commonwealth Office is designated as the competent authority.

3. Under Article 17 the Foreign and Commonwealth Office is designated as the competent authority.

4. Under Article 18 the following are designated as the competent authorities for the places indicated:
The Senior Master of the Supreme Court (Queen's Bench Division) for England and Wales;
The Crown Agent for Scotland, for Scotland;
The Registrar of the Supreme Court of Northern Ireland, for Northern Ireland.

5. Under Article 24 the following are designated as authorities additional to the Central Authority designated hereinbefore and as having competence in the places indicated:
The Senior Master of the Supreme Court (Queen's Bench Division) in England en Wales.
The Crown Agent for Scotland, for Scotland;
The Registrar of the Supreme Court of Northern Ireland in Northern Ireland."

en verklaringen:

"1. In accordance with Article 8 Her Majesty's Government declare that members of the judicial personnel of the requesting authority may be present at the execution of a Letter of Request.

2. In accordance with Article 18 Her Majesty's Government declare that a diplomatic officer, consular agent or commissioner authorised to take evidence under Articles 15, 16 and 17 may apply to the competent authority designated hereinbefore for appropriate assistance to obtain such evidence by compulsion provided that the Contracting State whose diplomatic officer, consular agent or commissioner makes the application has made a declaration affording reciprocal facilities under Article 18.

3. In accordance with Article 23 Her Majesty's Government declare that the United Kingdom will not execute Letters of Request issued for the purpose of obtaining pre-trial discovery of documents. Her Majesty's Government further declare that Her Majesty's Government understand "Letters of Request issued for the purpose of obtaining pre-trial discovery of documents" for the purposes of the foregoing Declaration as including any Letter of Request which requires a person:

a. to state what documents relevant to the proceedings to which the Letter of Request relates are, or have been, in his possession, custody or power; or

b. to produce any documents other than particular documents specified in the Letter of Request as being documents appearing to the requested court to be, or to be likely to be, in his possession, custody or power.

4. In accordance with Article 27 Her Majesty's Government declare that by the law and practice of the United Kingdom the prior permission referred to in Articles 16 and 17 is not required in respect of diplomatic officers, consular agents or commissioners of a Contracting State which does not require permission to be obtained for the purposes of taking evidence under Articles 16 or 17.".

10) Onder de volgende verklaringen en voorbehouden:

„– En exécution de l'article 2, le Parquet Général est désigné comme autorité centrale.

– En application de l'article 4, alinéa 4, les commissions rogatoires rédigées en allemand sont également acceptées.

– En application de l'article 23, les commissions rogatoires qui ont pour objet une procédure connue dans les Etats du Common Law sous le nom de „pre-trial discovery of documents" ne sont pas exécutées.

– Conformément aux dispositions de l'article 16, le parquet général est désigné comme autorité compétente pour autoriser les agents diplomatiques ou consulaires d'un Etat contractant à procéder sans contrainte à tout acte d'instruction visant des personnes autres que les ressortissants de cet Etat et concernant une procédure engagée devant un tribunal d'un Etat qu'ils représentent.

Cette autorisation qui est donnée pour chaque cas particulier et assortie, le cas échéant, de conditions particulières, est accordée aux conditions générales suivantes:

1 – Les actes d'instruction doivent avoir lieu exclusivement dans l'enceinte des Ambassades ou des Consulats;

2 – Le lieu, la date et l'heure des actes d'instruction doivent être notifiés

en temps utile au parquet général pour lui permettre de s'y faire représenter éventuellement;

3 – Les personnes visées par l'acte d'instruction doivent être régulièrement convoquées par acte officiel rédigé en français ou en allemand ou accompagné d'une traduction dans une de ces langues, et cet acte doit mentionner:

a) que l'acte d'instruction auquel il est procédé est accompli conformément aux dispositions de la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale, et dans le cadre d'une procédure judiciaire suivie devant une juridiction nommément désignée d'un Etat contractant;

b) que la comparution est volontaire et que l'absence de comparution ne saurait entraîner dans l'Etat requérant de poursuites pénales;

c) que les parties au procès, le cas échéant, consentent à l'acte d'instruction ou s'y opposent pour des motifs à indiquer;

d) que la personne visée par l'acte d'instruction peut se faire assister d'un avocat;

e) que la personne visée par l'acte d'instruction peut invoquer une dispense ou une interdiction de déposer.

– Conformément aux dispositions de l'article 17, le parquet général est désigné comme autorité compétente pour autoriser les personnes régulièrement désignées comme commissaires à procéder sans contrainte à tout acte d'instruction concernant une procédure engagée devant un tribunal d'un Etat contractant.

Cette autorisation qui est donnée pour chaque cas particulier et assortie, le cas échéant, de conditions particulières, est accordée aux conditions générales suivantes:

1 – Le lieu, la date et l'heure des actes d'instruction doivent être notifiés en temps utile au parquet général pour lui permettre de s'y faire représenter éventuellement;

2 – Les personnes visées par l'acte d'instruction doivent être régulièrement convoquées par acte officiel rédigé en français ou en allemand ou accompagné d'une traduction dans une de ces langues. Cet acte doit mentionner:

a) que l'acte d'instruction auquel il est procédé est accompli conformément aux dispositions de la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale, et dans le cadre d'une procédure judiciaire suivie devant une juridiction nommément désignée d'un Etat contractant;

b) que la comparution est volontaire et que l'absence de comparution ne saurait entraîner dans l'Etat requérant de poursuites pénales;

c) que les parties au procès, le cas échéant, consentent à l'acte d'instruction ou s'y opposent pour des motifs à indiquer;

d) que la personne visée par l'acte d'instruction peut se faire assister d'un avocat;

e) que la personne visée par l'acte d'instruction peut invoquer une dispense ou une interdiction de déposer.

– En application de l'article 8 des magistrats de l'autorité requérante d'un Etat contractant peuvent assister à l'exécution d'une commission rogatoire.".

F. TOETREDING

In overeenstemming met artikel 39, tweede lid, van het Verdrag heeft de volgende Staat een akte van toetreding nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden:

Singapore [1] ..... 27 oktober 1978

[1]) Onder de volgende voorbehouden:
"(i) the whole of Chapter II of the Convention shall not apply to the Republic of Singapore; and
(ii) with regard to paragraph 2 of Article 4, the Republic of Singapore will not accept any Letter of Request in any language other than the English Language, as that is the language used by the Judiciary in Singapore."

en de volgende verklaringen:
"In accordance with Article 23 the Government of the Republic of Singapore declares that the Republic of Singapore will not execute Letters of Request issued for the purpose of obtaining pre-trial discovery of documents. The Government of the Republic of Singapore further declares that it understands "Letters of Request issued for the purpose of obtaining pre-trial discovery of documents" for the purposes of the foregoing Declaration as including any Letter of Request which requires a person –
(a) to state what documents relevant to the proceedings to which the Letter of Request relates are, or have been, in his possession, custody or power; or
(b) to produce any documents other than particular documents specified in the Letter of Request as being documents appearing to the requested court to be, or to be likely to be, in his possession, custody or power.
It is the understanding of the Republic of Singapore that the reference to civil or commercial matters in the Convention does not include revenue or taxation matters.".

In overeenstemming met artikel 39, vierde lid, van het Verdrag hebben de volgende Staten verklaard de toetreding door Singapore te aanvaarden:

de Verenigde Staten van Amerika ..... 8 februari 1979
Zweden ..... 9 februari 1979

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zijn ingevolge artikel 38, eerste lid, in werking getreden op 7 oktober 1972 voor Denemarken, Noorwegen en de Verenigde Staten van Amerika.

Voor iedere ondertekenende Staat die het Verdrag later bekrachtigt, treden zij ingevolge artikel 38, tweede lid, in werking op de zestigste dag na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging.

Ingevolge artikel 39, derde lid, treedt het Verdrag in werking voor een toetredende Staat op de zestigste dag na de nederlegging van zijn akte van toetreding. De toetreding heeft slechts gevolg ten aanzien van de betrekkingen tussen de toetredende Staat en de Verdragsluitende Staten die hebben verklaard de toetreding te aanvaarden.

Het Verdrag zal tussen de Verenigde Staten van Amerika en Singapore in werking treden op 9 april 1979 en tussen Zweden en Singapore op 10 april 1979.

Het Verdrag is nog niet in werking getreden voor het Koninkrijk der Nederlanden.

H. TOEPASSELIJKVERKLARING

In overeenstemming met artikel 40, tweede lid, van het Verdrag heeft de Regering van de Verenigde Staten van Amerika bij nota van 6 februari 1973 het Verdrag toepasselijk verklaard op:

Guam
Porto Rico
de Amerikaanse Maagden-eilanden.

Ingevolge artikel 40, derde lid, is het Verdrag op 10 april 1973 voor bovengenoemde gebieden in werking getreden.

In overeenstemming met artikel 40, tweede lid, van het Verdrag heeft de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland bij nota van 21 juni 1978, welke nota op 23 juni 1978 op het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden werd ontvangen, het Verdrag toepasselijk verklaard op:

Hong Kong

onder de volgende verklaring:

"(a) In accordance with the provisions of Article 4 and Article 33 of the Convention, Hong Kong will not accept a Letter of Request in French.

(b) In accordance with Article 35 and Article 24 of the Convention, the Registrar of the Supreme Court of Hong Kong is designated as an additional authority competent to receive Letters of Request for execution in Hong Kong.

(c) In accordance with Article 35 and Articles 16 and 17 of the Convention, the Chief Secretary is designated as the competent authority for Hong Kong.".

Ingevolge artikel 40, derde lid, is het Verdrag op 22 augustus 1978 voor Hong Kong in werking getreden.

In overeenstemming met artikel 40, tweede lid, van het Verdrag heeft de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland bij nota van 20 november 1978, welke nota op 21 november 1978 op het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het

Koninkrijk der Nederlanden werd ontvangen, het Verdrag toepasselijk verklaard op:

Gibraltar

onder de volgende verklaringen:

".... in accordance with the provisions of Article 4 and Article 33 of the Convention, Gibraltar will not accept a Letter of Request in French".

"1. In accordance with Article 8, members of the judicial personnel of the requesting authority may be present at the execution of a Letter of Request in Gibraltar.

2. In accordance with Article 18, a diplomatic officer, consular agent or commissioner authorised to take evidence under Articles 15, 16 and 17 of the Convention may apply to the competent authority in Gibraltar designated hereinbefore for appropriate assistance to obtain such evidence by compulsion provided that the Contracting State whose diplomatic officer, consular agent or commissioner makes the application has made a declaration affording reciprocal facilities under Article 18.

3. In accordance with Article 23, Gibraltar will not execute Letters of Request issued for the purpose of obtaining pre-trial discovery of documents. The Government of Gibraltar understands "Letters of Request issued for the purpose of obtaining pre-trial discovery of documents" for the purposes of the foregoing Declaration as including any Letter of Request which requires a person:

(a) to state what documents relevant to the proceedings to which the Letter of Request relates are, or have been, in his possession, custody or power; or

(b) to produce any documents other than particular documents specified in the Letter of Request as being documents appearing to the requested court to be, or likely to be, in his possession, custody or power.

4. In accordance with Article 27, by the law and practice of Gibraltar the prior permission referred to in Articles 16 and 17 of the Convention is not required in respect of diplomatic officers, consular agents or commissioners of a Contracting State which does not require permission to be obtained for the purposes of taking evidence under Articles 16 or 17.".

en de volgende aanwijzingen in overeenstemming met artikel 35 van het Verdrag:

"(a) under Articles 16 and 17 of the Convention the Deputy Governor is designated as the competent authority for Gibraltar;

(b) under Article 18 of the Convention, the Registrar of the Supreme Court of Gibraltar is designated as the competent authority;

(c) under Article 24 of the Convention, the Deputy Governor is designated as an additional authority competent to receive Letters of Request for execution in Gibraltar.".

J. GEGEVENS

De tekst van het onderhavige Verdrag is opgesteld tijdens de van 7 tot 26 oktober 1968 te 's-Gravenhage gehouden Elfde Zitting der Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht.

Van het op 31 oktober 1951 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Statuut van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1953, 80; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1978, 2.

Van het op 17 juli 1905 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Verdrag betreffende de burgerlijke rechtsvordering, welk Verdrag voor een gedeelte wordt vervangen door het onderhavige Verdrag, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* 1909, 120; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1975, 148.

Van het op 1 maart 1954 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Verdrag betreffende de burgerlijke rechtsvordering, welk Verdrag voor een gedeelte wordt vervangen door het onderhavige Verdrag, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1954, 40; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1978, 3.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest der Verenigde Naties, naar welke Organisatie wordt verwezen in artikel 39 van het onderhavige Verdrag, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* F 321; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1979, 37.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof, naar welk Statuut wordt verwezen in artikel 39 van het onderhavige Verdrag, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1979, 36.

Uitgegeven de *zesde* maart 1979.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAAUW